



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

A droite toute !

En choisissant de nommer Barnier Premier ministre, Macron envoie un message clair. Il contourne le résultat des législatives et confirme sa politique libérale : la mise à bas des solidarités sociales et une politique d'injustice fiscale faisant peser sur les classes populaires et moyennes la résorption du déficit budgétaire.

Barnier va largement conforter un projet de budget déjà ficelé sous la houlette du ministre des finances « sortant », contre les salarié·es, les chômeurs et chômeuses, les précaires, les retraité·es, la jeunesse, les quartiers populaires, nos services publics...

Une nouvelle période s'ouvre, marquée par l'alliance des droites macronistes et LR, avec un RN qui se trouve légitimé et en position d'arbitre. avec la menace d'une radicalisation xénophobe et raciste

Nous ne pouvons compter que sur nos mobilisations et notre unité pour riposter, porter des exigences comme l'abrogation de la réforme des retraites, la hausse des salaires, la justice fiscale. Ces mobilisations contribueront à démasquer la démagogie « sociale » du RN. Les manifestations du 7 septembre contre le coup de force de Macron ont été une première réponse. Sans négliger l'importance de la bataille institutionnelle, il faudra que se développent des mobilisations sur des terrains multiples dans les mois qui viennent.

La journée d'action syndicale du 1er octobre en sera une première étape.

Nouveau Front Populaire, des espoirs à concrétiser

Dans sa très courte histoire, le Nouveau Front Populaire (NFP), né juste avant l'été, a déjà trouvé une assise bien plus large que l'ex-NUPES. Sa mise en place avait été stimulée par une mobilisation citoyenne et jeune exerçant une pression positive sur les principales forces politiques de gauche. Et puis, très vite, des dizaines de collectifs citoyens, d'associations, de réseaux écologistes et féministes, d'organisations syndicales se sont impliquées comme jamais dans un engagement politique. Cela a rappelé la courte période entre 1934 et 1936 durant laquelle associations, comités d'intellectuels et syndicats – déjà ! – avaient jeté les bases du Front Populaire.

Le choix de Lucie Castets aurait pu être plus rapide mais l'essentiel est ailleurs, dans le refus délibéré de Macron de nommer à Matignon la représentante du NFP arrivé en tête des élections législatives.

Dans un contexte de triple crise inédite dans l'histoire de la V^e République – crise de régime, crise politique, crise de la représentation politique que la nomination du très droitier Barnier soutenu par le RN comme la corde soutient le pendu ne résoudra en rien –, **l'existence du NFP est un acquis politique majeur.**

Non seulement, il a joué un rôle-clé dans le barrage anti-fasciste du second tour des législatives mais c'est lui qui rend possible le retour parmi les salarié·es, les précaires, les jeunes, de l'espoir et de la confiance dans leur propre force. C'est essentiel pour construire le rapport de forces face au capital, contre l'aggravation de l'austérité et la menace néo-fasciste plus présente que jamais.

Les promesses du NFP doivent se concrétiser, dans un nouveau contexte, à la fois incertain et très mouvant.

Avant la coupure estivale, se sont mises en place des assemblées citoyennes du NFP dans plusieurs territoires. Dans d'autres, ce sont des apéros citoyens qui ont été organisés tout l'été, sous des formes très diverses (y compris des apéros-plages...). Ailleurs encore, les différentes composantes du NFP – associatives, citoyennes, syndicales, politiques... – restent en contact et préparent les rendez-vous, notamment syndicaux du 1er octobre.

Tout cela est extrêmement positif car c'est cette auto-activité multiforme qui rend bien vivant le NFP. Le piège serait de négliger une telle auto-activité pour se limiter aux prochaines échéances électorales nationales de 2027 et à des démarches institutionnelles. A noter cependant que la préparation des élections municipales de 2026 peut se combiner à cette auto-activité du NFP par son ancrage local et les possibles expériences de démarches citoyennes et de démocratie active. Celle-ci doit impérativement continuer !

Prolonger et multiplier les apéros citoyens qui permettent de se connaître (notamment pour les nouvelles et les nouveaux venu·es à la politique), mettre partout sur pied des assemblées citoyennes ouvertes à toutes et tous (la politique ne doit pas être réservée à des « spécialistes »), coordonner de manière permanente à l'échelle locale ou départementale toutes les forces associatives, citoyennes, syndicales, politiques du NFP : pour ENSEMBLE!, tels sont les objectifs à partager si l'on veut la réussite durable du NFP.

Et c'est ainsi que les espoirs mis en lui se concrétiseront !



I faut prendre l'argent là où il est !

Aujourd'hui comme hier, les droites et la classe dirigeante reprennent leur vieille rengaine : «il n'y a pas d'argent magique», les déficits de l'État sont abyssaux et la dette publique insoutenable. Ils oublient que cette situation découle des politiques libérales menées depuis 40 ans (baisse des cotisations sociales, cadeaux fiscaux au profit des plus riches). Près de 50 % du patrimoine des français est entre les mains des 10 % les plus fortunés, le montant des 500 plus grandes fortunes a décuplé en 20 ans (1170 milliards en 2023)

Mais ce discours, abondamment relayé par des médias complaisants, commence à se fissurer. Partout dans le monde l'idée progresse que cette concentration de la richesse n'est pas tenable et qu'il faut «taxer les riches». Des sondages récents montrent que l'opinion publique soutient l'imposition des super-riches : 68 % des personnes interrogées dans 17 pays du G20 se sont dites favorables à ce que les riches paient un impôt plus élevé sur leur fortune afin de financer des changements majeurs dans l'économie et les modes de vie.

Les dettes accumulées, les déficits budgétaires, les investissements pour mener la transition écologique vont obliger les gouvernements à prendre des mesures qui ne peuvent se réduire à faire payer les classes moyennes et les pauvres. L'accumulation de richesses, largement exemptée d'impôt, ne constitue pas seulement une injustice fiscale et

sociale. C'est aussi un risque pour la stabilité financière et surtout, un danger pour la cohésion démocratique des États et des sociétés.

La gauche doit faire de la taxation des riches un élément central du débat public. Cette mesure figure dans les propositions du Nouveau Front Populaire mais aussi dans les revendications syndicales et associatives. C'est ce que prônent des ONG comme Oxfam ou Tax Justice Network qui s'appuie sur l'exemple de l'Espagne : impôt au taux de 1,7 à 3,2 % sur la fortune des 0,5 % les plus riches et qui, appliqué au niveau mondial, pourrait rapporter 2 100 millions de \$. Elle est nécessaire pour défendre le pouvoir de vivre de toutes et tous et pour répondre aux urgences sociales (SMIC, Minima sociaux, reconstruction des services publics) et écologiques (financer la transition).

Ce n'est pas en soi une révolution, mais c'est un levier essentiel pour commencer à changer les rapports de forces.

Nous devons l'affirmer partout : **«C'est l'heure de taxer les riches. On peut, on doit le faire !»**



Otages, prisonniers et politique politicienne israélienne

L'assassinat de six otages israéliens par le Hamas fin août est un crime odieux contraire à toute morale et qui n'a aucun intérêt militaire ou politique pour la lutte du peuple palestinien contre l'occupation coloniale sioniste. On peut comprendre la colère et l'émotion de la population israélienne, l'importance des manifestations spontanées le dimanche soir 1er septembre dans de nombreuses villes -les plus importantes depuis un an- et l'appel à la grève générale de la centrale syndicale Histadrout pour le lendemain (même si cette grève générale a tourné court suite à une intervention auprès de la justice du ministre des Finances, le suprémaciste Smotritch, qui a obtenu la suspension de la grève avant la fin de la journée).

Il est bien évident, quelle que soit la responsabilité factuelle du Hamas, que la responsabilité politique de la mort des six otages incombe à Netanyahu qui, contrairement aux habitudes et à la tradition juive, où la règle est de tout faire pour sauver les vies juives, refuse tout accord avec le Hamas : chaque fois que l'on s'approche d'un possible

accord, Netanyahu a une exigence supplémentaire inacceptable par le Hamas, qu'il accuse ensuite de ne pas vouloir d'accord ! Sa dernière exigence en date est le maintien du contrôle des Forces d'occupation israéliennes sur le « corridor de Philadelphie » le long de la frontière égyptienne, empêchant ainsi toute relation directe entre Gaza et l'Égypte.

On ne peut que se féliciter que des centaines de milliers d'Israéliens soient descendus dans la rue dimanche soir pour dénoncer la politique de leur gouvernement sur la question des otages civils (et des prisonniers de guerre israéliens). Mais alors que la guerre contre le peuple palestinien s'étend à la Cisjordanie, que les colons commettent de nouveaux pogroms contre des villages palestiniens avec la complicité de l'armée, alors qu'à Gaza la famine et les maladies se développent rapidement, alors que des prisonniers palestiniens sont torturés à Sdé Teiman et ailleurs... que disent ces centaines de milliers de manifestants ? Poser la question, c'est déjà y répondre.

E A de la commission Palestine/Israël, 9-09-2024



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com

